

Rentrée 2025 : Le blocage commence le 10 septembre

La fédération SUD PTT participera aux initiatives en phase avec ses valeurs contre les plans néfastes du gouvernement pour cette rentrée sociale de septembre 2025 • Nous avons déposé un préavis de grève reconductible à partir du 10 septembre 2025 et appelons largement à se mobiliser dans nos secteurs, postal, télécommunications et branche prestataires de services.

Un gouvernement à bout de souffle, au bord de la censure qui tente le tout pour le tout pour imposer une cure d'austérité qui va nuire comme d'habitude au plus grand nombre, en tous cas aux plus défavorisés. No pasaran !

Répondre en force avec nos arguments

Cette vague d'indignation qui prend de nombreuses formes au fil des jours doit bousculer les plans du gouvernement et remettre la satisfaction des besoins sociaux au cœur des débats. Quant aux moyens financiers à mettre en œuvre pour y répondre, la liste des courses (non exhaustive) est toute prête :

- instaurer la taxe ZUCMAN (impôt sur les 0,01% des plus riches) adoptée par l'assemblée nationale,
- revoir les niches fiscales qui favorisent les plus nantis, - revoir l'impôt sur les grandes fortunes sans les copinages,
- taxer les multinationales, conditionner les aides publiques aux entreprises.

Il s'agit de centaines de milliards d'€ qui ne profitent pas au plus grand nombre.

Reconquérir le service public face à l'extrême droite

Les fermetures, l'éloignement, la dématérialisation des services publics suite aux politiques de désengagement menées depuis plusieurs décennies ont semé un sentiment d'abandon, de déclassement et d'injustice qui est largement ressenti dans notre société. C'est bien une des composantes du vote extrême droite qui surfe sur la vague d'indignation actuelle. Tout en soutenant le gouvernement, ils ne proposent pas d'alternative sauf un haro sur l'immigration. Assez de ce gouvernement qui ne sait taper que sur le plus grand nombre en épargnant les plus riches et les multinationales. La satisfaction des besoins sociaux est notre boussole, à nous de mettre la pression pour cette rentrée de septembre.

Le plan du gouvernement : 44 milliards d'économies et la douloureuse c'est pour nous !

Appauvrir la population

Environ 400 000 personnes non impossibles vont le devenir. Et toute personne qui paie déjà des impôts pourra en payer plus. Ajoutons le gel des prestations sociales, la réduction des droits au chômage, le déremboursement des médicaments.

Supprimer des jours fériés

Il s'agirait donc de travailler deux jours fériés non rémunérés. Bref du travail gratuit pour un équivalent de 14 heures dont le gouvernement espère récupérer 4,2 milliards avec une contribution patronale de 0,3 % de la masse salariale.

Continuer la destruction des services publics

- 10 milliards d'économies sur les dépenses de l'Etat (3000 suppressions d'emplois de fonctionnaires, non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, suppression ou fusion d'agences comme le fait Trump...).
- Ce qui va encore dégrader les services publics !
- 5,3 milliards de baisse de dotation aux communes avec pour conséquence une baisse des investissements,

En grève, dans la rue, bloquons le système. Il faut profiter de cette rentrée 2025 pour dire non à ce gouvernement et porter des projets de société au service de toutes et tous !

Il n'y a pas d'économies sur nos vies !

Sud PTT

Fédération des activités postales et de télécommunications
25/27 rue des envierges Paris

Union syndicale
Solidaires

Un budget 2025 anti social

Les mauvais coups du gouvernement

Un train de mesures qualifiées “d’équité fiscale” et qui servent à donner le change :

- une contribution de solidarité sur les hauts revenus
- la lutte contre l’optimisation fiscale
- une taxe sur les petits colis

Pour des économies attendues de 4,2 milliards

La modération des dépenses sociales, qui vont peser lourdement sur les foyers, en particulier les plus défavorisés :

- plafond annuel de la franchise médicale passant de 50 à 100 euros, le passage de 4 à 7 jours de carence par la Sécurité sociale, la réforme des affections longue durée, le doublement du montant unitaire des franchises sur les boîtes de médicaments et les consultations chez le médecin

Année blanche, où un cran sur la ceinture de toutes et tous : -gel de toutes les prestations sociales (RSA, allocations familiales, logement...) et des traitements des fonctionnaires, - gel du barème fiscal

7,1 milliards + 3,4 milliards

Suppression de deux jours fériés (lundi de Pâques et 8 mai)

4,2 milliards

Le coût social

La seule mesure connue existe déjà sous la forme d’une “Contribution différentielle sur les hauts revenus” qui rapporte deux milliards. Moins de 5 % des 44 milliards...

Rien de prévu sur le patrimoine alors qu’une taxe de 2 % sur les 1800 plus grandes fortunes rapporterait entre 20 et 25 milliards ! Quant à l’optimisation fiscale, on en reste à des déclarations sans véritable contenu..

Mises à part les dépenses liées au remboursement de la dette sociale, il n’y a pas de déficit de la Sécurité sociale. Et l’absence de financement des mesures liées au “Ségur de la Santé” (13 milliards d’euros) et les 5,5 milliards d’euros d’allègements de cotisations sociales qui n’ont pas été compensés en 2024 (source Cour des comptes) aggravent la situation

Environ 400 000 personnes non imposables vont le devenir. Et toute personne qui en paie déjà pourra en payer plus. Les 10 % d’abattement remplacés par un forfait déductible de 2000 euros amènera aussi une aggravation de la fiscalité pour des retraitées. Et dire que le gouvernement prétend ne pas augmenter les impôts ! La seule niche fiscale visée dans le plan est celle concernant l’abattement de 10 % des retraités : 3,4 milliards !

Il s’agit donc de travailler deux jours non rémunérés. Bref du travail gratuit pour un équivalent de 14 heures dont le gouvernement espère récupérer 4,2 milliards avec une contribution patronale de 0,3 % de la masse salariale. Si ces deux jours étaient rémunérés, la masse salariale progresserait d’environ 14/1607 heures, soit 0,9 %. Un partage entre l’Etat et les patrons qui se fait sur les dos des salarié-es !

Ce mouvement « bloquons tout » appartient à celles et ceux qui s’en saisissent. **Sud** est un outil syndical de soutien, notre rôle est d’être avec vous lorsque la colère légitime s’exprime !